

CSAL-FS du 21 mars 2024

« Nous verrons le moment venu ! »

La réponse à notre liminaire nous a tout de suite fait entrer dans le vif du sujet du « plan cité », avec la question de la signature de l'ordre de service.

Plan Cité

Depuis des mois, le Préfet et les directeurs des administrations concernées se livrent à une vraie partie de **poker menteur**. Le Président du CSAL-FS nous confirme que l'ordre de service a bien été signé comme il l'avait indiqué en date du 28/02/2024, alors que, le 19/03/2024, le Préfet réaffirmait encore qu'il n'avait toujours pas signé !!

Depuis des mois la direction nous explique que le Préfet a pris la main sur le plan cité et on apprend aujourd'hui qu'il n'a pas autorité à signer mais que c'est la Direction Immobilière de l'État (DIE, service rattaché à la DGFIP) qui a effectivement signé l'ordre de service !

Le top départ des travaux est ainsi donné alors même que les incertitudes planent sur le changement des fenêtres (6 M€), les négociations sur les places de parkings et le maintien de Saint-Bernard.

Et « on verra le moment venu » si les réponses à ces sujets sont négatives (amiante et stationnement).

Retour donc à la case départ puisque, hormis le décalage dans le temps des travaux et l'assurance du recouvrement des sols à la cité Lorgues (budget DGFIP) ! **On est donc loin des revendications des agents !**

La CGT a demandé communication des plans de prévention de Lorgues, car des agents vont travailler dans une zone de travaux. Elle a aussi obtenu la programmation de visites préalables aux différents travaux (1ère visite le 4/04/24). Des réunions de suivi des travaux seront aussi programmées (1ère le 24/04/24).

La CGT a évoqué la situation de nos collègues de la CID, qui eux aussi font les frais de la partie de poker menteur entre DDFIP et DISI. Ils sont, au final, sont les grands oubliés du plan cité. La convocation d'une collègue de la DISI a permis de rétablir la chaîne des responsabilités et d'acter, s'il le fallait, la possibilité de déménager la CID.

Sur l'accueil aux Lices, « on verra le moment venu ».



Budget

Comme exprimé dans sa liminaire, **La CGT** ne cogère pas un budget qui est insuffisant et à la libre disposition de l'administration qui aura au final le dernier mot. Pour preuve, aucun syndicat n'a voté pour, mais l'administration assurera son exécution. Vote : CONTRE => **CGT** et Solidaires ; ABS => FO et l'Alliance CFDT/CFTC ; POUR => O

Droit d'alerte SPFE Draguignan



Déposé par l'intersyndicale **CGT-Solidaires-FO** en septembre 2020, la direction propose sa clôture au vu de la résorption du retard. Alors qu'elle a délibérément laissé couler ce service (les priorités étant alors ailleurs avec le NRP), elle met aujourd'hui en avant les excellents résultats du SPFE. Mais pas un mot sur les 2 fusions avortées, le taux d'absentéisme élevé, la souffrance des agents, la fuite de certains via les mutations, la dégradation du fichier. Pour la direction, seuls les chiffres comptent. **La CGT** a donc recadré le droit d'alerte (déposé pour risques psychosociaux) et précisé que la commission d'enquête n'avait pas été saisie pour faire un bilan et proposer la clôture du droit d'alerte. Il n'y a pas eu d'ailleurs de vote en séance.

Fiches de signalement / Accidents de travail

Nouvelle application mais pas de présentation formelle aux élus du fait d'une montée en puissance progressive. De plus, la réflexion n'est toujours pas aboutie sur la transmission, ou pas, des fiches de signalement aux syndicats. En attendant, elle se poursuit mais la direction songe quand même à la possibilité de ne plus nous les transmettre ! C'est

pourtant le marqueur des incivilités et agressivités des contribuables envers les agents. Comment agir si ces informations ne nous sont plus communiquées ?

Visite Brignoles

Comme indiqué dans sa liminaire, **La CGT** se félicite de ce genre de visite et salue la réactivité de la direction. Quand ça fonctionne il faut le dire. Toutes les remarques ont fait l'objet d'une prise en charge ou sont en cours de règlement.



Reste le problème du parking qui va devenir payant prochainement. **La CGT** a rappelé les propos du préfet qui, dans le cadre du plan cité Toulon, a reconnu que le fait de perdre la gratuité d'un stationnement est un recul social pour les agents. Elle a donc demandé de renouveler la demande auprès de la mairie et de ne pas attendre « le moment venu » ! **Il est hors de question que les agents payent pour aller travailler !**

Questions diverses

➔ Passage de la flamme olympique à Toulon

La circulation risque d'être fortement perturbée, voire interdite, le vendredi 10 mai du fait du passage de la flamme olympique dans 7 villes du département. Quid de la continuité de nos services et missions ? Là aussi, la réponse de l'administration a été : « nous verrons le moment venu ! »



➔ Médiation Fréjus

La CGT a demandé quel retour, si retour il y a, sera fait aux OS de la médiation interne mise en œuvre par la direction. Aucun ! C'est comme le Canada Dry. Ça ressemble au droit d'alerte mais c'est sans l'apport des syndicats, ni la communication sur ce qui a été fait.

➔ Cellule AGE

La CGT a demandé jusqu'à quand la cellule allait œuvrer. Réponse : encore un certain temps. Des contrats devront être renouvelés en juin si le stock et le flux l'exigent. Les agents seront par contre installés à Saint-Bernard du fait des travaux liés au plan cité. La direction s'est engagée à traiter le risque amiante de ces locaux.

➔ Local médical à Draguignan

Mise en service prochainement pour éviter aux agents de Draguignan et Fréjus de se déplacer sur Toulon.

➔ Chauffage

Des problèmes perdurent sur certains sites mais l'arrivée des beaux jours remet leur solutionnement à plus tard (J.BREL et Var Amendes).

Trop de questions restent sans réponses !

Allons-nous attendre et envisager « le moment venu » des actions à mener pour empêcher la dégradation programmée de nos conditions de travail ?

Les batailles sur les risques psychosociaux dans tous les services, le plan cité à Toulon, le stationnement à Brignoles, sont loin d'être achevées.

Il va peut-être falloir aller chercher les réponses pour la satisfaction de nos revendications !



**MARRE DE VOUS FAIRE BOUFFER ?
SYNDIQUEZ-VOUS À LA CGT !**



CGT Var Finances publiques 83
20 place Noël Blache 83000 Toulon
Tel: 04 94 22 82 76 / 06 22 46 81 64 / 06 12 63 38 55
Mail: cgt.ddfip83@dgfip.finances.gouv.fr
Site : <https://83.cgtfinancespubliques.fr/>
Facebook: CGT Finances Publiques 83

